

pris d'assaut la rocade



« Cette crise, c'est la manifestation d'une angoisse »

Agroéconomiste indépendant et membre de l'Académie de l'agriculture de France, Jean-Marie Séronie revient sur les raisons de cette colère agricole

Comment analysez-vous cette colère du monde agricole ? Pourquoi maintenant ?

Pour moi, ce n'est pas majoritairement une crise liée aux problèmes de revenus des agriculteurs, même si les écarts entre exploitations et territoires se sont accentués, avec des gens qui ont plongé dans la misère. C'est plus globalement la manifestation d'une angoisse, et ce, après trois bonnes années pour l'agriculture. Si tous les agriculteurs ont compris la nécessité de la transition agroécologique, celle-ci est synonyme de prises de risque, de changements, et donc de stress. Et tout bouge, les cours des produits sont très volatiles, les charges ont augmenté, elles recommencent à baisser. Les agriculteurs n'y voient plus clair. Enfin, c'est une crise de confiance envers l'État.



Les agriculteurs continuent les blocages de routes, comme sur le rond-point du pont du Cerf, à Coulounieix-Chamiers, près de Périgueux. STÉPHANE KLEIN / « SUD OUEST »



Jean-Marie Séronie a écrit « 2041, l'odyssée paysanne – Pour la santé de l'Homme et de la planète ». J.-M. S.

et des organismes de recherche parmi les meilleurs du monde, et des niveaux de productivité élevés. Je suis optimiste. La grande question est : est-ce que notre société va accepter le progrès en agriculture ? Aujourd'hui, elle le freine, et c'est un problème. Ensuite, la solution, il ne faut pas l'attendre de l'État. L'agriculture a besoin d'un cap, et c'est aux quatre principaux syndicats de s'accorder sur ses contours. Dans le monde salarié, le front intersyndical, ça existe... Il y a une opportunité à saisir. Et derrière, l'État ne pourra que s'aligner.

nitaires. Il faudrait que les réglementations phyto deviennent des réglementations européennes et non plus des directives traduites en droit national. Car qui dit réglementation européenne dit fin de la distorsion de concurrence et intégration de cette réglementation dans les accords internationaux. Et là, ça change tout.

L'agriculture française peut-elle s'en sortir, y compris avec le spectre du renouvellement générationnel ?

L'agriculture française a du potentiel, des conditions pédoclimatiques [climat des sols, NDLR] exceptionnelles, des savoir-faire

Quant au renouvellement générationnel, on se trompe en parlant de tsunami : il y aura moins d'exploitations à céder dans les dix ans à venir qu'il y en a eu les dix dernières années. Beaucoup d'exploitations sont en société et, quand l'un des associés part à la retraite, les autres sont encore là et il n'y a rien à céder. En revanche, il y a des actifs à remplacer et l'enjeu de demain, c'est l'emploi salarié.

Propos recueillis par Valérie Deymes

À AGEN, LA LUTTE S'EMBRASE



En Lot-et-Garonne, la fureur a gonflé au fil de la journée. Après avoir paralysé Agen, déversé leurs bennes devant la préfecture et les services de l'État, et de la paille dans un restaurant McDonald's, la manifestation a connu son apogée en fin de journée. C'était devant la préfecture d'Agen où, après une visioconférence infructueuse avec le directeur de cabinet du ministre de

l'Agriculture, les chefs locaux de la Coordination rurale ont ordonné aux troupes et tracteurs d'entrer en action. Pneus, paille, bâches et plastiques agricoles ont été brûlés, en grande quantité. Vingt tonnes de lisier et du fumier ont été projetées sur les murs de la bâtisse, sa cour et ses abords. Les forces de l'ordre n'ont à aucun moment tenté d'empêcher les manifestants.

sue de secours

Le secteur agricole est un puissant émetteur de gaz à effet de serre. Il représente 18 % du total national, soit le deuxième poste derrière les transports. L'élevage y occupe une place prépondérante. Les émissions agricoles n'ont baissé que de 13 % entre 1990 et 2021. Elles doivent plonger de 22 % entre 2015 et 2030 alors qu'à mi-parcours, la baisse tangente péniblement les 8 %. Elle ne doit pas grand-chose à l'action publique, ni à une transformation structurelle du modèle. La diminution du nombre de têtes de bétail et les prix hauts des engrais azotés l'expliquent largement.

« Fort intérêt des jeunes »

Le Haut Conseil pour le climat identifie plusieurs freins au changement. Les coûts des pratiques à mettre en place, « les

faibles revenus de certains agriculteurs et les conditions de travail difficiles », selon les mots de Corinne Le Quéré, se dressent sur la route. Pour autant, l'agriculture peut évoluer avec le renouvellement des générations et « le fort intérêt des jeunes pour les productions bas-carbone », à condition que le métier paie mieux et que les dispositifs de soutien et les subventions publiques soient fléchés vers les pratiques vertueuses, ce qui, d'évidence, n'est pas le cas aujourd'hui.

Mais pour tenir un objectif 2050 de réduction de 50 % des émissions du secteur agricole (par rapport à 2020), il faudra « aller beaucoup plus en profondeur », ajoute la présidente du HCC. Qui s'en soucie réellement ?

Jean-Denis Renard

Le gouvernement sous pression

Le Premier ministre Gabriel Attal devrait faire des annonces d'ici à la fin de la semaine. Mais le temps presse et le risque d'extension de la crise réel

« Oui, les discussions sont en cours. Oui, le travail est bien engagé, il n'est pas nouveau. Les annonces vont arriver dans les jours qui viennent, très prochainement parce que nous ne pouvons pas attendre. » Opération déminage hier matin, à l'issue du Conseil des ministres, pour Prisca Thévenot, la porte-parole du gouvernement. Déminage et surtout temporisation. Car si la colère des agriculteurs est encore montée d'un cran ces dernières heures, au risque d'un embrasement plus grand encore de la situation, le message du gouvernement se veut sans ambiguïté : il a entendu leur exaspération.

« Sans tabou »

Mais le Premier ministre Gabriel Attal entend poursuivre ses con-

sultations avec l'ensemble des représentants syndicaux avant de dévoiler ses réponses. À la lueur de la détermination des agriculteurs, en particulier dans notre région, un risque a été identifié : que les annonces à venir soient insuffisantes et offrent un élan supplémentaire à la contestation. Comme l'a indiqué Prisca Thévenot, ces réponses seront « de différents ordres ». Et toucheront à tous les sujets « sans tabou » : aléas climatiques, normes, simplification administrative... Quant à la baisse de l'avantage fiscal sur le gazole non routier (GNR), que dénoncent les agriculteurs, le sujet est à l'étude à Bercy. Traduction : ils devraient être entendus. Y compris sur les avances de trésorerie.

Une certitude, le temps presse pour le gouvernement. En Breta-



Prisca Thévenot. S. DE SAKUTIN / AFP

gne, ce jeudi, les pêcheurs se joindront au cortège de la Coordination rurale. Tandis que plusieurs fédérations départementales d'agriculteurs n'excluent pas de faire mouvement vers Paris. Hier soir, la FNSEA a exigé des « aides immédiates » et un allègement des contraintes environnementales.

Jefferson Desport